



JOSE MANUEL RIBEIRO / AFP

LEÇONS PORTUGAISES

Les élections législatives portugaises sont riches d'enseignements et elles nous parlent. La seule bonne nouvelle de ces élections qui devaient mettre un terme à la coalition de droite est la forte participation. Avec près de 57 %, les électeurs portugais ont estimé qu'il fallait s'exprimer dans les urnes quoi qu'il arrive. Soit pour conforter la droite, soit pour choisir la gauche – socialiste ou radicale. La droite a perdu vingt-deux sièges, les socialistes en ont gagné onze et le Bloco de esquerda, une formation qui rassemble plusieurs courants d'extrême gauche, a réalisé une percée, dépassant l'alliance entre communistes et écologistes...

Comme en Grèce, la gauche est majoritaire en sièges et en voix, mais cela ne s'est pas traduit en majorité gouvernementale. La scission « maximaliste » dans Syriza a échoué à entrer au Parlement, tandis que le Pasok a repris un peu de force. Tsípras, qui aurait pu s'allier à d'autres partenaires de gauche, a reconduit son alliance avec des populistes de droite.

Ces événements dans des pays frappés de plein fouet par la crise nous parlent, comme ils parlent aux Espagnols qui auront aussi des élections législatives à la fin de l'année.

C'est le sens du référendum pour l'unité. Quand on a le même bilan au plan local et qu'on a travaillé ensemble, sur les mêmes budgets, pour les mêmes projets, il est normal qu'on défende ce travail accompli et qu'on souhaite le prolonger. Si nous ne le faisons pas, qui le fera ? La droite qui veut le défaire ? L'extrême droite qui ne veut rien faire ?

Que faut-il faire face à la droite extrême et l'extrême droite dans les régions en termes d'unité ? Alliance ou indifférence ? Voilà les termes du débat régional. Fidèles à leur Histoire et en conscience, les socialistes doivent faire de ce référendum un succès, être unitaires pour trois afin que nos régions restent des régions solidaires et des laboratoires permanents d'un progrès durable.

AG
EN
DA

16, 17, 18 octobre 2015

*Référendum
sur l'unité
de la gauche*

21 octobre 2015

*Signature de la déclaration
d'engagement
pour le climat*

LES FEMMES ET L'EURO-MÉDITERRANÉE



Face aux crispations internationales qui entraînent des grands mouvements migratoires, Claude Roiron, secrétaire nationale aux droits des femmes et à la parité, a organisé avec l'Internationale socialiste des femmes et la Fondation Jean Jaurès une conférence internationale sur les « Femmes et l'Euro-Méditerranée ». Cette conférence portait sur la thématique des migrations féminines et sur le nouveau défi des réfugié-e-s face au changement climatique. Elle s'est tenue à la Fédération des Bouches-du-Rhône à Marseille, ville méditerranéenne symbole d'échanges et d'ouverture, ville accueillante aussi pour des générations de migrants et migrantes. Plus de 25 délégations étrangères, avec une cinquantaine représentantes d'Italie, de Grèce, d'Espagne, de Suède, d'Allemagne, de République Tchèque, de Hongrie, d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, de Palestine, du Brésil, de Mongolie, du Mali, du Cameroun etc.. ainsi que des représentantes des associations France terre d'asile et Trama di Terre étaient présentes. Cette réunion s'est tenue

en présence de Ouafa Hajji, la présidente de l'Internationale Socialiste Femmes et de Zita Gurmai, la présidente du Parti Socialiste Européen Femmes.

VOYAGE PÉRILLEUX

Les participantes se sont exprimées sur ces femmes, migrantes économiques et réfugiées politiques, sur les politiques d'accueil et d'intégration de leurs pays, sur l'importance des politiques de co-développement, ainsi que sur la nouvelle donne climatique. Ces débats animés par des représentantes politiques et associatives de grande qualité ont permis de confronter les expériences et approches politiques.

Les migrations sont aujourd'hui vues comme une menace, instrumentalisées par les extrêmes droites en France et partout en Europe. Pour faire taire cette peur, il est indispensable de revenir sur le parcours de ces femmes qui ont toujours migré par nécessité, pour fuir la pauvreté, la guerre, les violences, les contraintes dues à des

coutumes religieuses et culturelles archaïques.

Les femmes représentent en moyenne 52% des mouvements migratoires, leur voyage est plus éprouvant et plus long que celui des hommes face aux risques de violences physiques et sexuelles et à la traite organisée dont elles peuvent être victimes. Ces femmes « invisibles » dont on parle peu sont plus exposées aux abus de toute sorte. La nouvelle loi sur la réforme de l'asile intègre dorénavant le genre aux actes et motifs de persécution définis selon la convention de Genève.

Parce que les États ne peuvent répondre à cette crise migratoire, seuls, parce qu'en tant que sociaux-démocrates, nous croyons en l'efficacité d'une solidarité européenne, le Parti socialiste, l'Internationale Socialiste Femmes et la Fondation Jean Jaurès appellent à mettre en place une véritable politique migratoire commune prenant en compte les problèmes particuliers rencontrés par les femmes.

LA « SÉCU » A 70 ANS

« La Sécurité sociale est un pilier de la République » a rappelé François Hollande lors du 70^e anniversaire de la Mutualité, mardi 6 octobre. Le Président a affirmé son attachement au modèle de la sécurité sociale, regrettant qu'aujourd'hui, « on n'en parle plus guère sauf pour déplorer son déséquilibre financier, que nous réduisons d'ailleurs, ou pour critiquer son fonctionnement, que nous améliorons pourtant. »

Ce modèle répond à une triple ambition : l'universalité des droits, l'uniformité des droits, l'unité de gestion. De nombreuses étapes ont posé les jalons de son universalité. François Hollande a insisté sur trois moments forts : en 1978, déconnexion du droit à prestations par rapport à l'activité pour la branche famille, en 1991, mise en place de la CSG qui met à contribution tous les revenus, en 1999 instauration de la CMU.

Malgré ses résultats –espérance de vie en hausse, mortalité infantile parmi les plus faibles au monde, hôpitaux modernisés, natalité et activité des femmes importantes etc.- elle est « régulièrement interrogée sur sa pérennité ». Et il ne faut pas s'y tromper, les critiques ont souvent pour objet de casser ce modèle qui permet plus de justice sociale. Pour les 40%

des Français les plus modestes, la protection sociale accroît de moitié le niveau de vie.

« À force s'est installée l'idée que le système lui-même était à bout de souffle », a déploré le Président, relevant qu'il était tentant « de mettre en cause les déficits pour mieux contester les fondements du système ». La dette sociale est née lorsque des gouvernements en mal d'argent ont autorisé la Sécu à emprunter. À cette « fuite en avant financière s'est ajouté un doute sur la légitimité du système » : certains ont le sentiment de contribuer sans recevoir alors que d'autres recevraient sans contribuer. « Il faut rappeler que 90 % des dépenses de sécurité sociale sont liées à la retraite, aux prestations familiales et aux soins, c'est-à-dire à des prestations universelles. »

RÉDUIRE LES INÉGALITÉS

De nouvelles mesures sont prises pour permettre à la Sécurité sociale de continuer à jouer son rôle. Le déficit a été ramené à 12 milliards d'euros, et pour la première fois, la dette sociale recule. Pour lutter contre les inégalités, de nouveaux droits sont ouverts grâce au compte pénibilité. Et le déploiement du tiers payant généralisé favorisera l'accès aux soins de tous.

Afin de faciliter l'accès aux droits, une protection universelle de maladie sera mise en place pour tout le monde dès 18 ans. Cette couverture s'appliquera en dépit des changements professionnels. Un compte retraite unique regroupant toutes les informations sur les droits constitués lors de sa vie professionnelle sera également mis en place d'ici 2017.

Une autre réforme essentielle sera la création du compte personnel activité qui consiste à préserver les droits des salariés tout au long de leur vie professionnelle et ainsi de créer des liens entre des dispositifs « trop compartimentés ».

Dans son discours, le Président a insisté sur l'importance du dialogue social et a rendu hommage au travail des partenaires sociaux, qui vont notamment avoir la charge de trouver des solutions pour pérenniser le système des régimes complémentaires.

« 70 ans après sa création la Sécurité sociale est une construction qui vit, a relevé le Président. Mais elle n'est pas un acquis irréversible. Ce ne sont pas des gouvernements qui pourront la sauver, c'est l'adhésion des Français aux principes qui la fondent qui sera déterminante. Ce qui a été fait en 70 ans peut se défaire bien plus rapidement », a-t-il averti.



HOMMAGE À GUY MOLLET

Le Premier secrétaire s'est rendu à Arras pour rendre hommage à Guy Mollet, disparu il y a 40 ans. Le ministre de la Ville Patrick Kanner et Frédéric Cuvillier, tête de liste dans le Pas-de-Calais aux élections régionales étaient également aux Faucons Rouges, où une exposition sur l'ancien président de la SFIO a été inaugurée. Le Premier secrétaire a salué « une conception de la République », qui doit encore être défendue aujourd'hui, même si les socialistes ont depuis fait l'inventaire des années Mollet, notamment sur la politique menée en Algérie, ou le soutien au général De Gaulle.

16-17-18 OCTOBRE 2015

REFERENDUM

OUI

À L'UNITÉ

DE LA GAUCHE ET DES ÉCOLOGISTES

AUX ÉLECTIONS RÉGIONALES



je vote près de chez moi

je vote en ligne



www.referendum-unite.com

